ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1307 - 23 juillet 1993 - prix : 9 F

SALAIRES BLOQUÉS, CHÔMAGE EN HAUSSE, ATTAQUES CONTRE LES PROTECTIONS SOCIALES...

BONNES VACANCES QUAND MÊME !

M6189 - 1307 - 9.00 F

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

JAMAIS LE DIMANCHE

Le Code du travail réglemente, plus ou moins, la durée hebdomadaire du travail en limitant le nombre d'heures, en principe 39 heures aujourd'hui, et en limitant à six jours maximum le nombre de jours consécutifs de travail. Le septième est destiné au repos et, la France étant la fille aînée de l'Eglise, la loi prévoit que ce septième jour chômé devra être le dimanche.

Bien avant que les syndicalistes réclament cette faveur, le patronat de droit divin du XIX^e^ siècle avait déjà admis la chose pour que les travailleurs puissent aller à la messe dominicale. Le patron du lundi au samedi, le curé le dimanche, cela devait suffire aux travailleurs et quand cela ne suffisait pas, le curé les menaçait de l'enfer et le patron appelait les gendarmes.

Mais déjà à l'époque, comme aujourd'hui, cela souffrait de nombreuses exceptions dès que les intérêts des entreprises, c'est-à-dire des patrons, étaient en jeu.

Actuellement, nous connaissons le conflit avec Virgin Megastore, après avoir connu celui d'Ikéa, qui ne sont pas les seuls depuis toutes ces années. La télévision nous a d'ailleurs appris qu'un tel conflit existait depuis longtemps avec les commerçants de la rue des Francs-Bourgeois à Paris.

Bien sûr, il serait agréable pour tous ceux qui travaillent toute la semaine, de trouver les magasins ouverts le dimanche comme le samedi, et même le soir car ce n'est qu'aux heures de liberté que l'on peut faire ses achats. Et il est certain qu'en tant que consommateurs, l'immense majorité des travailleurs, prisonniers de leur propre semaine de travail, préférerait cela. Comme on préférerait voir tous les services publics, les administrations, les mairies, la Sécurité sociale, les bureaux de poste, les hôpitaux surtout, fonctionner normalement le dimanche.

Mais tous les sondages nous le montrent : si la majorité des travailleurs serait pour l'ouverture des magasins le dimanche, elle serait opposée à travailler elle-même ce jour-là.

Pas pour aller à la messe, mais tout simplement pour prendre un jour de repos en même temps que le reste de la famille, en même temps que les amis.

Alors, problème de société insoluble ? Non. S'il n'y avait pas le fait que les travailleurs doivent rapporter du profit, des bénéfices, et que le patronat leur livre une guerre incessante pour diminuer les payes ou pour faire travailler plus avec la même paye, avant que ce ne soit travailler plus avec moins de paye, le problème se poserait différemment.

S'il n'y avait qu'à être utile à la société, aux autres, si les inconvénients étaient compensés par des avantages qui ne soient pas donnés d'une main pour être repris d'une autre, la vie de tous serait différente. Si les horaires n'étaient pas trop longs, c'est-à-dire tous les mêmes, toute la semaine pour tout le monde, avec le week-end comme seul moment de liberté, le travail pourrait s'organiser différemment.

La société française a pu tolérer les 40 heures en 1936, il y a presque soixante ans. La productivité a été multipliée par 10 ou par 20 depuis cette époque. Et beaucoup plus dans certains domaines !

S'il n'y avait pas les profits et les immenses et colossales fortunes bâties dessus, le temps de travail de chacun aurait pu, depuis cette époque, être réduit, peut-être de moitié, sans que la société s'effondre. Les usines n'auraient pas besoin comme aujourd'hui de tourner à la moitié de leur capacité, quand on ne les ferme pas, et on ne détruirait pas les produits de l'agriculture avant de mettre les champs en jachère.

Oui, on pourrait produire mieux et avec moins de peine. Et chaque jour de la semaine serait un dimanche sans dieu ni maître, avec du travail pour chacun et la possibilité de vivre pour tous.

Utopique ? Oui, tant que nous supporterons le capitalisme sauvage.

Arlette LAGUILLER

Elections européennes

BALLADUR DÉJÀ SUR LA LIGNE DE DÉPART

Depuis que Balladur dirige le gouvernement, se tient chaque mardi un "déjeuner des chefs" réunissant les principaux leaders de la majorité. Là, ils ont l'occasion, chaque veille de conseil des ministres, d'accorder plus ou moins leurs violons souvent grinçants.

Au dernier, Giscard était absent. Selon les commentateurs, il marquait ainsi sa désapprobation des récentes déclarations de Balladur se disant prêt à prendre la tête d'une liste commune RPR-UDF pour les prochaines élections européennes qui auront lieu l'année prochaine, dans moins d'un an maintenant.

Il y a quelques semaines, à *7 sur 7*, Pasqua avait déjà déclaré qu'il fallait une liste commune et qu'elle serait conduite par Balladur. Mais quand Balladur le déclare à son tour comme il l'a fait jeudi 15 juillet, en précisant avec coquetterie *"si on le lui demandait avec insistance"* ou encore *"uniquement pour préserver l'unité de sa majorité"*, cela déclenche un étrange remue-ménage dans le camp de la droite.

D'abord, Giscard a encaissé le coup, ne laissant à ses partisans que le choix de belles déclarations creuses sur le "contenu" du programme d'une telle liste, comme si ce n'était pas, avant tout, l'avenir d'une poignée de politiciens qui était en jeu.

Ensuite, le président de la Chambre des députés, Séguin, se souvenant de ce que Balladur lui avait lancé lors de ses déclarations contre sa politique économique et sociale, lui a renvoyé la balle, mot pour mot : *"Ça, c'est de la politique"*. Séguin, lui, se verrait bien en chef de file d'une liste RPR par exemple.

A Versailles, l'offre de service de Balladur a alimenté les conversations des congressistes, sénateurs et députés, réunis ensemble pour remettre un peu de poudre de riz sur le nez de la Constitution de la Ve République. Les représentants de la droite paraissaient surtout d'accord pour ne confier l'éventuelle liste commune, ni à Chirac, ni à Giscard. Mais les avis étaient partagés entre les "pour" une liste commune conduite par Balladur, proches du RPR, ceux qui trouvent cela prématuré parce que leurs adversaires viennent de leur faire un croc-en-jambe, les amis de Giscard et les silencieux, ces prudents qui attendent de voir comment tout cela va tourner. Quant aux amis politiques de Philippe de Villiers, ils se sont déclarés partisans d'une liste... séparée.

Et le député de Vendée n'a pu attendre la fin du week-end pour déclarer qu'il *"ne croit pas à une liste commune UDF-RPR"* et annoncer son intention de lancer sa propre liste pour *"photographier l'opinion"*. Et si la photo est bonne, nul ne doute que de Villiers se sentira à son tour investi d'un destin national. Et, se rappelant qu'ils avaient fait un brin de conduite ensemble dans le camp de la droite anti-Maastricht, il a fait un appel du pied à Séguin.

Comme on voit, à droite, il ne faut pas grand-chose pour que reprenne le combat des chefs. Il est vrai qu'entre Giscard, Chirac, Balladur, Séguin, de Villiers et quelques autres encore (a-t-on des nouvelles de Léotard ?), il ne manque pas de candidats.

Du côté de la gauche parlementaire, on continue à jouer la politique de l'homme invisible : seule, Martine Aubry a fait savoir qu'elle trouvait qu'Elisabeth Guigou ferait une tête de liste parfaite, histoire de mettre une pierre dans le jardin de Rocard sans doute...

Jacques FONTENOY

BRICE LALONDE MANGE À TOUS LES RATELIERS

Brice Lalonde a enfin trouvé du boulot ! Le voilà nommé "chargé de mission" par Balladur pour mener une étude en vue de proposer des *"mesures qui permettent un équilibre entre échanges commerciaux et protection de l'environnement en vue d'un développement durable de tous les pays, y compris les plus pauvres"*. L'intérêt profond du sujet n'échappera qu'aux personnes de mauvaise foi. Mais enfin, le problème de Brice Lalonde n'est pas là ; il a proposé ses services au gouvernement Balladur il y a trois mois et aujourd'hui on lui répond enfin, en lui jetant un os officiel à ronger. C'est peu par rapport à l'ambition frénétique affichée par Lalonde avant les élections de mars 1993, mais aujourd'hui, il faut bien qu'il se contente de ce qu'on lui donne.

Car on est loin de l'ambiance un peu euphorique dans laquelle baignaient les dirigeants écolos à la veille de ces élections où ils se voyaient déjà arbitres entre la droite et la gauche, et donc ministres.

Mais les électeurs écologistes boudèrent ces élections, ou donnèrent leurs voix à d'autres, et Lalonde, comme ses petits frères et sœurs ennemis, Waechter et Voynet, ne fut pas ministre, ni même député. Voilà donc Brice Lalonde, ex-ministre d'un gouvernement dit de gauche, réduit à jouer les inutilités pour le compte du gouvernement de droite.

A certaines critiques, Lalonde s'est senti obligé de se justifier en déclarant sur *RTL* que *"ce n'est pas parce qu'il y a un gouvernement que je ne soutiens pas, qu'il ne faudrait pas que je défende l'environnement. Donc je continue à travailler quel que soit le gouvernement"*.

Pas de doute, c'est un vrai politicien. Avis à tous ceux qui, avec Lalonde et les Verts, avaient l'illusion d'avoir à faire à une nouvelle race d'hommes politiques.

Jacques LEQUAI

Hersant agrandit son empire

FINANCE ET PRESSE FONT BON MÉNAGE

Le groupe de presse de Robert Hersant vient de s'agrandir d'un nouveau titre : les *Dernières Nouvelles d'Alsace*. A 73 ans, Hersant, patron de presse lié à la droite, mais qui sut aussi trouver des appuis chez Mitterrand — auprès de qui à l'UDSR il fut député — continue d'agrandir son empire. Outre le quotidien régional alsacien qu'il vient d'acheter, Hersant possède plus de 40 journaux et publication diverses : des grands quotidiens nationaux comme *Le Figaro* et *France-Soir* ; une douzaine de titres régionaux, dont trois achetés l'an dernier, qui en font le groupe de presse le plus puissant au niveau de la presse régionale ; des journaux dans les DOM-TOM ; et d'autres à l'étranger, en Belgique et plus récemment en Pologne, en Hongrie et en Russie.

Jusqu'à présent, sans compter ses participations minoritaires, le groupe Hersant ne dépassait pas le seuil légal de 30 % de la diffusion de la presse quotidienne française. Ce seuil légal est supposé garantir une liberté de la presse contre une trop grande concentration financière. Comme si la grande presse pouvait être indépendante de la finance, quand ses recettes dépendent souvent pour moitié, sinon plus, de la publicité — et donc des entreprises annonceuses qui savent peser sur l'orientation des journaux! Pour publier un journal et "faire l'opinion", il vaut mieux avoir de l'argent ou bien le soutien de ceux qui en ont !

L'achat des *Dernières Nouvelles d'Alsace* est d'ailleurs bien plus une opération financière qu'une opération de presse. Hachette, qui en était le propriétaire, les a vendues 331,5 millions de francs notamment pour pouvoir finir d'éponger les 1,3 milliard de francs de dettes qu'avait laissées le naufrage financier de la chaîne de télévision, *La Cinq*. Quant au groupe Hersant — qui venait de "refiler" *La Cinq* à Hachette et dont la santé financière est mise en doute ces derniers temps — il semble avoir convaincu le banquier Jean-Marc Vernes de lui faire confiance. A moins que les banques, derrière un Hersant vieillissant, ne préparent le moment où elles pourront, plus que les héritiers directs, se partager le gâteau...

Les journalistes du quotidien alsacien disent avoir été totalement surpris de ce rachat négocié secrètement. Certains auraient l'impression d'avoir été vendus avec le journal. Eh oui, dans cette société où l'argent est roi, l'opinion des salariés, même si ce sont des journalistes, compte bien peu face aux enjeux financiers !

Lucien DETROIT

DERRIÈRE LA COMMÉMORATION OFFICIELLE DU VEL' D'HIV, L'HYPOCRISIE DEMEURE

Gamma

La journée du 16 juillet est donc devenue par décret présidentiel, journée nationale de commémoration *"des persécutions racistes et antisémites commises sous l'autorité de fait dite* «gouvernement de l'Etat français»". Balladur, escorté de quelques autres ministres, a fait un beau discours à propos des victimes de la grande rafle du Vel' d'Hiv, déclarant que *"de ce drame épouvantable, la France demeure inconsolable"*.

Il aura donc fallu attendre 51 ans pour que des crimes perpétrés les 16 et 17 juillet 1942 soient reconnus par l'Etat français !

Pendant ces deux jours, 13 000 Juifs, dont plus de 4 000 enfants, furent livrés aux nazis par le gouvernement de Vichy. 4 500 policiers, bien français, arrêtèrent les familles juives et les regroupèrent au Vélodrome d'Hiver, un bâtiment du 15e arrondissement de Paris, aujourd'hui détruit, à l'emplacement duquel a eu lieu la commémoration du 16 juillet dernier. De là, ils furent envoyés vers des centres d'internement, puis vers les camps de la mort.

"Il convient que la France se souvienne" a déclaré Mitterrand. Balladur lui aussi a vanté les mérites du souvenir en parlant du *"devoir de la mémoire"*.

Tout ce qu'on peut dire, c'est que ce "devoir de mémoire" vient très, très tard, et qu'il s'arrête... là où la raison d'Etat commence. Balladur comme Mitterrand ont pris bien soin de montrer qu'ils ne considèrent pas "le régime de Vichy" comme le *"véritable Etat français"*.

Or, le régime de Pétain est directement issu de la IIIe République ; c'est bien la Chambre des députés, élue en juin 1936 qui, après avoir exclu de ses rangs au début de la guerre les députés communistes, remit, en juillet 40, les pleins pouvoirs à Pétain. Et surtout, du bas en haut de l'appareil d'Etat, des policiers aux préfets, aux responsables des grands départements ministériels, c'est bien l'appareil d'Etat de la "démocratie française" qui a été l'exécuteur des basses œuvres nazies. Cet appareil d'Etat qui resta rigoureusement le même, du Front Populaire à Pétain et qui a été rétabli, pratiquement sans changement, au lendemain de la prétendue "Libération". Voilà la vérité que, du PC à la droite, travestissent tous ceux qui mettent sur le compte du nazisme allemand toutes les ignominies commises pendant la guerre ou sur le compte des "collaborateurs" (comme s'il y en avait eu beaucoup dans l'appareil d'Etat français, qui ne l'étaient pas !).

Eh non, la pourriture n'était pas seulement celle de l'Etat allemand. C'est aussi celle de l'Etat français.

Et, bien que les situations ne soient pas identiques, il faut tout de même noter que le gouvernement veut bien reconnaître les vieux crimes xénophobes de son passé, juste au moment où il vient de décider de rendre légales, par le biais de la réforme du code de la nationalité et des contrôles d'identité, des pratiques d'Etat ouvrant la porte à la xénophobie.

Aline RETESSE

RHÔNE-POULENC : "SÉQUENCE POLLUTION"

Rhône-Poulenc, champion de la protection de la nature, voilà l'image que voudrait donner ce géant de la chimie, à grand renfort de publicité.

Le trust se fait en revanche plus discret sur ses démêlés avec la justice brésilienne. Un juge vient de lui imposer la fermeture de son usine de Cubatao, dans la banlieue de Sao-Paulo.

Le *"monde plus propre"* que Rhône-Poulenc promet aux téléspectateurs s'appelle là-bas *"la vallée de la mort"*. La pollution y est telle que le taux de mortalité infantile est l'un des plus élevés du pays.

Si l'entreprise Rhône-Poulenc de Cubatao n'est pas la seule usine polluante de ce complexe industriel, elle n'est pas en reste pour ses effets nocifs : c'est une usine de produits chlorés destinés au traitement du bois et des cultures. Pendant des années, l'usine a déversé directement ses déchets (plus de 12 000 tonnes) dans la nature; notamment dans une rivière qui alimente en eau une partie de la région. Parmi ces rejets polluants on trouve entre autres de l'hexachlorobenzène, produit qui attaque le système nerveux, le foie, les défenses immunitaires... La concentration de ce produit dans le sol de l'usine et aux alentours n'est rien moins que 7 840 fois la dose autorisée.

Alors Rhône-Poulenc soucieux de l'environnement et des hommes ? Dans sa publicité peut-être, dans la réalité sûrement pas !

PAS DE QUOI TRIOMPHER

Le premier sous-marin nucléaire français, *Le Redoutable*, en service depuis 20 ans, vient d'être mis au clou à l'arsenal de Cherbourg.

Les cinq sous-marins actuellement en service, du même modèle que *Le Redoutable*, ne seraient plus assez performants. Pourtant un seul d'entre eux est capable d'envoyer à des distances supérieures à 5 000 kilomètres des charges explosives une dizaine de fois plus puissantes que celle qui détruisit Hiroshima.

Mais comme les marchands d'armes ont horreur du vide, un tout nouveau sous-marin nucléaire, *Le Triomphant*, vient d'être mis au point. Il est muni de 16 missiles M45. Le coût de la réalisation de ce missile est estimé à 4 130 millions de francs.

Le Triomphant fait partie d'un programme de construction de quatre sous-marins nucléaires, dont les dépenses sont évaluées à 81,5 milliards de francs.

A l'heure où l'on nous parle sans cesse de restrictions sur les salaires, la Sécurité sociale, les retraites... les industriels de l'armement semblent encore avoir de beaux jours devant eux.

Et pourtant, avec un tel budget il serait possible de payer 14000 smicards pendant un siècle !

DU RIFIFI À LA CATHÉDRALE

Un grave conflit spirituel a éclaté la semaine passée à Rennes. Le bedeau de la cathédrale Saint-Etienne a refusé de venir préparer l'office du dimanche. Il venait de découvrir le caractère sacré du repos dominical ! Mais le nouveau curé ne s'en est pas laissé compter. Il faut bien faire tourner la boutique, et surtout le dimanche, jour où la clientèle est la moins clairsemée !

Le sacritain qui croyait déjà goûter enfin aux délices de la grasse matinée s'est vu notifier par lettre la décision du cruel curé : son licenciement pour faute grave. Le salarié mécontent, malgré son profond respect pour le père-patron, a aussitôt porté plainte. Mais le pauvre bedeau s'est vu débouté. Le tribunal des Prud'hommes a estimé l'exigence cléricale conforme au contrat de travail.

Décidément, lorsque la crainte de la justice divine s'atténue, il n'y a rien de mieux que le jugement des hommes, même pour un curé !

QU'IL ÉTAIT BON D'ÊTRE DANS LA BERD

Attali a démissionné de la présidence de la BERD sans demander son reste, c'est-à-dire ses indemnités de départ se montant aux alentours d'un million et demi de francs.

La BERD est une banque censée aider l'Europe de l'Est à sortir de la misère. Ou plus exactement, la BERD, grâce à des fonds publics apportés par différents Etats européens, prête à des capitalistes à la recherche de profits dans les pays de l'Est. Il faut croire que les occasions de profit ne sont pas si grandes, ou que les capitalistes trouvent mieux ailleurs car deux ans après sa naissance, la BERD n'avait accordé que 842 millions de crédit.

Mais en deux ans, la banque avait déjà coûté en frais d'installation et de fonctionnement, 1,68 milliard de francs. C'est ce petit décalage qui a amené les représentants des gouvernements allemand et anglais à demander une enquête sur la gestion de la banque. Il faut dire que le président de la BERD menait grand train : voyages en Concorde ou en charters "privés", réceptions, trois voitures de fonction, un appartement de luxe à Londres et un autre à Paris. Il se faisait payer très cher la moindre de ses conférences et payait ses dépenses personnelles aux frais de la BERD.

Bref, Attali menait la vie de tous les dirigeants des grands trusts qui, eux, évitent de le faire savoir.

Eric MASSELIN

Japon

LES CORROMPUS RESTENT AU GOUVERNEMENT

GAMMA / HOSAKA

Pendant la campagne électorale

La défaite du Parti Libéral Démocrate, le parti de droite au pouvoir depuis près de quarante ans au Japon, avait été pronostiquée. Quelques représentants du grand patronat s'étaient avancés en envisageant même – quelle audace ! – l'alternance politique. Mais, quoi qu'on en dise, il n'y a pas eu de séisme dans la vie politique. Et c'est même, contre toute attente, le Parti Socialiste qui sort finalement grand perdant de ces élections.

Certes, le vieux parti traditionnel de la droite japonaise a perdu des sièges et il doit envisager maintenant des arrangements gouvernementaux avec d'autres formations. Ceux-ci ne seront pas difficiles à trouver car il s'agit de négocier avec des partis dissidents issus de ses rangs. Et l'important, pour ses dirigeants, c'est qu'il restera au gouvernement.

Au total, toutes listes confondues, même si le PLD recule de 274 à 223 sièges, la droite conservatrice voit le nombre de ses sièges augmenter de 274 à 326 sièges, c'est-à-dire bien au-delà de la majorité absolue qui est de 256 sièges. Le Parti Socialiste, lui, voit le nombre de ses sièges divisé par deux. Il dégringole de 134 à 70. Le Parti Socialiste n'a donc pas réussi, comme il l'espérait, à apparaître comme une alternative crédible. Le Parti Communiste se maintient : de 16 sièges, il passe à 15.

La situation politique était pourtant marquée par une véritable atmosphère de fin de règne du PLD. La campagne électorale avait été axée sur une violente dénonciation de la corruption. Il est, il est vrai, plus facile de proposer de moraliser un peu la vie politicienne que d'offrir des solutions face aux effets de la récession économique, qui n'épargne pas plus le Japon que le reste du monde.

Pour marquer qu'ils étaient des hommes propres, les politiciens arboraient des gants blancs. Le Parti Socialiste avait espéré tirer son épingle de ce jeu, n'ayant pas été compromis par la mangeoire gouvernementale. Mais il n'a pas réussi à se distinguer de ses adversaires. Pouvait-il en être autrement ? Il ne proposait qu'une coalition gouvernementale entre lui-même et les dissidents du PLD. Il lui faudra déchanter en observant ces mêmes dissidents se raccommoder avec le PLD qui reste le pivot du prochain gouvernement.

Car la vie politique japonaise n'a rien à envier à celle d'ici. Les partis politiques y sont parmi les champions du monde du financement en marge de la légalité. Et, parmi eux, la palme en revient sans conteste au PLD qui, en tirant depuis quarante ans sur toutes les ficelles du clientélisme, n'a pas manqué d'en rompre quelques-unes au prix de scandales retentissants.

Mais entre tous ces politiciens protestant, le gant blanc sur le cœur, de leur honnêteté, comment l'électeur pouvait-il faire la différence ? Du coup, le tiers des électeurs ne s'est même pas déplacé pour aller voter. Ils ne devaient se sentir représentés par aucune des listes en présence, ni le pullulement de partis de droite, ni le parti bouddhiste (le Komeito), ni le Parti Socialiste.

Du coup, l'ancien Premier ministre, Kiichi Miyazawa, que tout le monde voyait déjà battu et écarté de la vie politique parce que trop corrompu, reste aux rênes du gouvernement au moins provisoirement, tandis que dans la coulisse les tractations ont commencé pour fixer la configuration du prochain gouvernement.

L'heure serait, dit-on, aux retournements de kimonos, car le PLD reste le parti déterminant du futur gouvernement. Pour lever tout doute, le président du Keidanren, le syndicat patronal japonais, Gaushi Hiraiwa, a lancé un appel à la formation d'un gouvernement de coalition conduit par le PLD. Du coup, on voit ceux qui hier encore dénonçaient la corruption du PLD oublier leurs griefs pour décrocher un siège ou un strapontin dans le nouveau gouvernement.

Bref, on va prendre presque les mêmes pour continuer. Mais ce n'est pas non plus une originalité de la vie politique japonaise...

J. F.

Espagne

UN GOUVERNEMENT SOCIALISTE "MINORITAIRE" MAIS QUI A DE BONS AMIS SUR SA DROITE

C'est finalement un gouvernement "monocolore" composé uniquement de socialistes et d'apparentés que Felipe Gonzalez a formé le 14 juillet dernier.

Au lendemain de sa quatrième et courte victoire électorale depuis 1982, le PSOE s'est retrouvé avec une majorité relative au Parlement espagnol. Mathématiquement il lui manquait 17 voix pour avoir la majorité absolue à la Chambre des députés. Ces 17 voix supplémentaires, il pouvait essayer de les obtenir soit en passant un accord avec Izquierda Unida, la coalition du Parti Communiste Espagnol, soit en obtenant le soutien des nationalistes catalans de CIU et celui des nationalistes basques du PNV.

D'emblée, Gonzalez a repoussé toute possibilité d'accord avec le PCE. Pour la politique qu'il entend mener, il n'a aucune envie de dépendre d'une coalition qui pourrait susciter un quelconque espoir chez les travailleurs. C'est donc du côté des nationalistes catalans et basques qu'il entendait trouver l'appui nécessaire.

Cet appui, le PNV et le CIU ne l'ont qu'en partie accordé. Ils ont bien voté l'investiture personnelle de Felipe Gonzalez comme président du Conseil, mais ils ont finalement refusé les postes de ministres que celui-ci leur offrait.

Il n'y a aucun désaccord politique important entre le Parti Socialiste et ces deux partis nationalistes. Tous sont d'accord pour accentuer la politique d'austérité envers les travailleurs. Mais maintenant qu'ils peuvent être indispensables au niveau parlementaire, ces deux partis, qui représentent à eux deux à peine plus de 6 % des électeurs au niveau national, entendent faire monter les enchères.

Pour l'instant, ils préfèrent ne pas trop se lier les mains par un accord gouvernemental. D'un côté, le gouvernement va devoir, à l'automne prochain, faire voter un budget d'austérité encore plus draconien et impopulaire que d'habitude et, de plus, ce sera l'occasion de tractations au cours desquelles les nationalistes catalans et basques préfèrent sans doute garder une liberté de manœuvre. De l'autre, au printemps prochain, auront lieu en Espagne les élections régionales dans les provinces autonomes. Et pour ces partis qui jouent sur la démagogie nationaliste, il est sans doute préférable de se présenter devant les électeurs basques et catalans sans être en même temps ministre du gouvernement central espagnol.

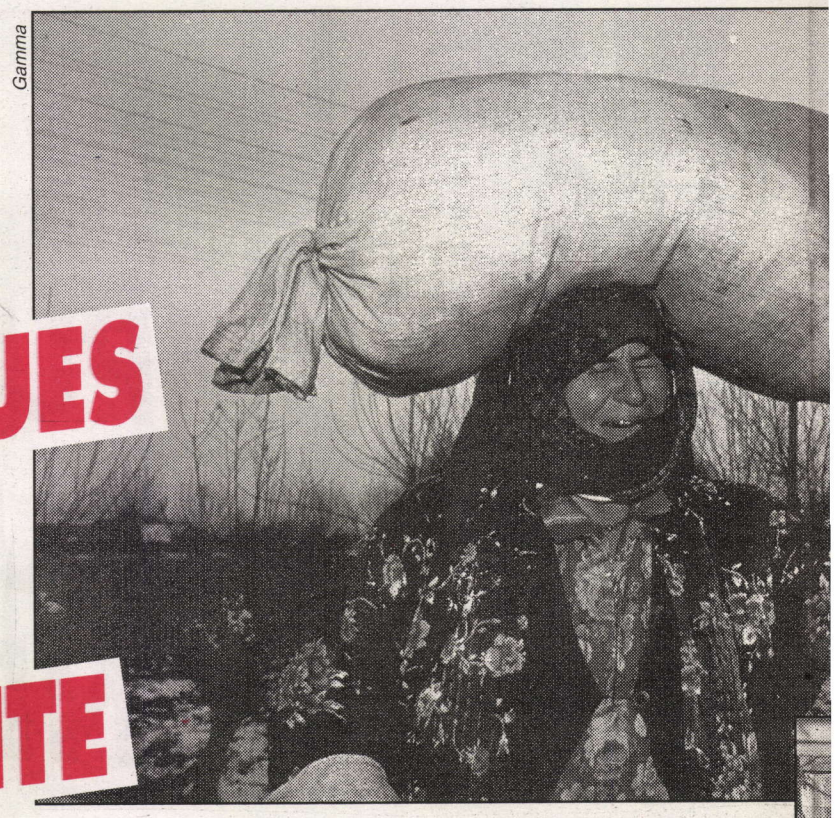
Felipe Gonzalez a donc formé un gouvernement composé de socialistes, dont la moitié étaient déjà ministres, et de quelques "indépendants" - tous notoirement liés au Parti Socialiste -, pour faire bonne mesure. Ce gouvernement minoritaire n'a pour l'instant pas grand-chose à craindre au Parlement. C'est sur le terrain social qu'il voudrait surtout se garder. Du roi aux éditorialistes des journaux bourgeois, tous les responsables politiques parlent de la nécessité d'un "pacte social". On sait ce que cela veut dire : on fait signer la paix aux travailleurs pour mieux leur faire la guerre. Les syndicats UGT et CCOO (Commissions Ouvrières) se sont déclarés prêts à discuter d'un tel pacte.

Les travailleurs espagnols ne seront sans doute pas aussi empressés que leurs représentants officiels. Car si beaucoup d'entre eux ont été soulagés de voir la droite une nouvelle fois empêchée de revenir au pouvoir, dans l'ensemble ils n'attendent rien de bon de ce nouveau gouvernement.

Jacques LENOIR

Asie centrale ex-soviétique

LES LUTTES ENTRE CLIQUES BUREAUCRATIQUES TOURNENT À LA GUERRE PERMANENTE



Gamma

Frontière tadjike gardée par des soldats russes pendant que les populations fuient les zones de combat.

Le 13 juillet, 26 gardes-frontière tombaient lors de l'attaque d'un des nombreux postes commandant le passage entre l'Afghanistan et le Tadjikistan. Les attaquants : des moudjahiddin tadjiks appartenant à des mouvements qui s'étaient, il y a un peu moins d'un an, emparés du pouvoir à Douchambé et qui, en décembre dernier, après en avoir été chassés par les anciennes autorités locales "soviétiques" appuyées par des troupes russes, s'étaient réfugiés en Afghanistan. Les victimes : principalement des militaires russes. En effet, les dirigeants tadjiks actuels se trouvent bien incapables, non seulement de boucler plus de mille kilomètres de frontière parmi les montagnes les plus hautes du monde, mais tout simplement de s'imposer contre la rébellion qui contrôle la moitié sud-est du pays. Quelques jours après cet accrochage plus meurtrier que les précédents, les dirigeants russes, toutes tendances confondues, criaient vengeance. Ils envoyaient le ministre russe de la Défense en Asie centrale pour y faire entendre un message musclé et décidaient de riposter en faisant bombarder les camps de repli supposés des moudjahiddin en territoire afghan.

UN NOUVEAU BOURBIER AFGHAN ?

Massacres et exode de civils pris entre deux feux, installation de réfugiés au-delà des frontières dans des régions peuplées de la même ethnie qu'eux et servant de réservoir à des troupes de guérilla, protection moscovite à un régime qui tient les villes et à la tête duquel se retrouvent nombre d'ex-dignitaires "soviétiques", tandis que l'opposition tient les campagnes et se revendique peu ou prou de l'islamisme, le tout à deux pas de l'Afghanistan : évidemment, ce n'est pas sans évoquer, et la presse l'a fait, cette guerre d'Afghanistan dans laquelle l'URSS de Brejnev, puis de Gorbatchev s'était embourbée dix années durant. A quelques "détails" près, cependant.

L'Occident, par exemple, ne jette plus de l'huile sur le feu, comme en Afghanistan dans le cadre de l'affrontement feutré avec l'URSS. Au contraire, cette fois, il appelle ouvertement de ses vœux la victoire du camp légitimiste, c'est-à-dire des dirigeants tadjiks en place, se préoccupant fort peu que ceux-ci soient d'anciens hiérarques du parti unique (dit "communiste") soviétique, pourvu qu'ils se montrent capables de tenir le pays. Et comme les puissances impérialistes, Etats-Unis en tête, n'ont aucun moyen de maintien de l'ordre dans cette région particulièrement instable du globe, elles ne sont que trop heureuses de pouvoir s'en remettre à Moscou. On ne les a ainsi, et pour cause, guère entendues protester lorsque, fin 1992, l'armée russe – avec l'appui d'ailleurs, de la totalité des dirigeants des ex-républiques soviétiques d'Asie centrale – est intervenue pour rétablir l'ancien gouvernement en écartant la coalition dite "démocratique et islamiste" qui venait de parvenir au pouvoir dans des formes plus ou moins légales.

Moscou avait – et a encore – carte blanche pour tenter d'éviter que les soubresauts, qui n'en finissent pas de secouer l'ex-URSS en désagrégation, ne dégénèrent en un chaos contagieux et incontrôlable.

LUTTES DE CLANS...

Evidemment, le fait que les dirigeants tadjiks actuellement au pouvoir à Douchambé soient, pour la plupart, les mêmes qui administraient le pays du temps de l'URSS n'est pas pour peu dans le fait que les dirigeants moscovites actuels les soutiennent : entre eux, les liens ne datent pas d'hier... Mais du coup, l'histoire et les traditions culturo-religieuses aidant, cela donne aux luttes entre clans de politiciens tadjiks une couleur spécifique.

Et la presse de parler des "communistes" ou des "néo-communistes" au pouvoir à Douchambé, leurs opposants ne pouvant évidemment qu'être "démocrates" et "islamistes" ! Mais l'on pourrait tout aussi bien... inverser les qualificatifs : nombre de dirigeants politiques de l'opposition ont derrière eux une carrière dans l'ancien parti dit "communiste", les leaders "communistes" ne sont pas les derniers à se montrer dans les mosquées et à arborer la tubiteïka, le couvre-chef des musulmans d'Asie centrale, tandis que les opposants dits "démocrates" ne sont ainsi qualifiés que parce qu'ils appartiennent à un clan où domine une variante religieuse musulmane censée être plus "populaire", plus "démocratique" que le sunnisme dominant au Tadjikistan.

En revanche, au-delà d'étiquettes – on le voit – interchangeables, reste le fait que les dirigeants (actuels et du temps de l'URSS) s'appuient sur un clan, celui des Kouliabi, tandis que leurs rivaux recrutent dans les populations garmi ou dans celles du Pamir. Et les uns comme les autres se conduisent, dans leurs fiefs, en seigneurs de guerre, jouant des oppositions entre cultivateurs des basses terres et montagnards garmi ou pamiri pour parvenir au pouvoir à Douchambé ou s'y maintenir.

POUR LE POUVOIR ET LE CONTRÔLE DES RICHESSES

Dans quelle mesure le "clanisme" est-il vivace – nous n'en savons rien. Mais le fait que les vainqueurs de décembre, ces chefs kouliabi soutenus par les Russes, se sont aussitôt entretués pour savoir qui deviendrait président, suffirait à prouver que les divisions entre clans ne sont, au mieux, qu'un moyen pour les chefs desdits clans de s'emparer du pouvoir.

Partout, dans l'ex-URSS, c'est pour le pétrole (Tatarstan, "république de l'Oural"), le charbon (ouest de l'Ukraine), les diamants (Yakoutie) que les ex-membres de la nomenklatura s'entredéchirent, mettant le pays en miettes, le découpant et redécoupant pour s'y tailler des fiefs. Actuellement au Tadjikistan, comme dans une bonne partie de l'Asie ex-soviétique, la richesse provient du pavot. Et la guerre, pour contrôler le commerce et les revenus de l'opium, fait rage entre cliques rivales.

Dans tout cela, la population n'a guère son mot à dire. Elle se trouve prise en otage entre "ses" chefs de guerre et ceux du clan ou de l'ethnie voisine et si des dizaines de milliers, pour le moins, de Tadjiks ont fui dans les républiques voisines, c'est évidemment pour fuir les troupes des "autres" qui, toutes, massacrent quand elles prennent une ville ou une vallée, mais peut-être aussi pour échapper à la tutelle des chefs de leur clan. En effet, ces divisions clanico-religieuses héritées du Moyen-Age sont ressuscitées et attisées par des politiciens-brigands – qu'on les dise "démocrates", "islamistes" ou "communistes" – mais sont en grande partie subies par les populations.

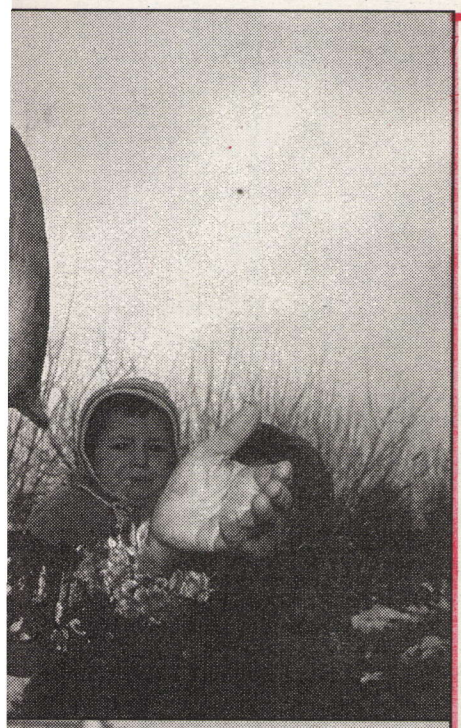
Et le fait que, pour l'instant, les dirigeants du Tadjikistan et des autres républiques d'Asie centrale prétendent, avec l'appui de Moscou comme de l'Occident, lutter contre l'"islamisme" n'est même pas un piètre rempart contre un possible développement de l'intégrisme, tel qu'on le connaît dans l'Iran voisin. Au contraire. Les populations jetées dans l'incertitude du lendemain sinon dans la misère par l'éclatement de l'URSS, la rupture des liens

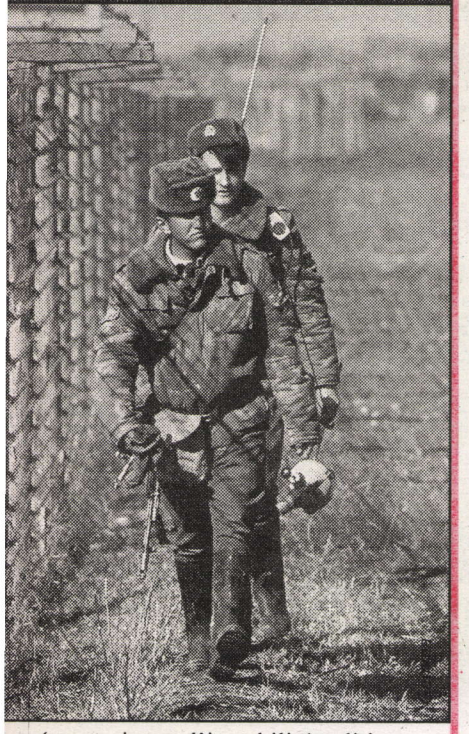
BONS BAISERS D'O

Rolls Royce vient d'ouvrir une succursale à Moscou. Il paraît que le constructeur britannique, dont les affaires s'essouffle, espère – du moins le dit-il – se refaire une santé en Russie.

Que l'on apprenne l'apparition de ces lingots d'or montés sur roues dans un pays où la population vit de plus en plus mal, et précisément la semaine où les autorités russes déclaraient relever de 81% le salaire minimum, le faisant passer à l'équivalent de... 45 F par mois, c'est évidemment choquant. Mais guère étonnant.

Dans l'ex-URSS, le droit pour une infime minorité de rouler carrosse et de vivre





économiques, l'instabilité politique croissante et les guerres inter-ethniques risquent de se tourner vers la démagogie du traditionalisme. Ne serait-ce que par haine de ces gouvernants, prétendument "éclairés", qui ne sont pas les derniers à provoquer des massacres et qui, dans une Asie ex-soviétique en voie d'appauvrissement accéléré, n'ont tous rien eu de plus pressé que de se faire construire de somptueux palais à leur propre gloire... et pour le plus grand profit de Bouygues, qui en a reçu commande.

Pierre LAFFITTE

CCIDENT

dans le grand luxe (ce qu'elle et l'Occident appellent la "démocratie") est payé cher, très cher, par le reste d'une population que les nouveaux riches conduisent, à tombeau ouvert, à la catastrophe et à la misère. Et peut-être à la révolte comme résultat, et juste retour des choses de tout ce cynisme satisfait et affiché !

Estonie

RÉFÉRENDUM "RUSSE" ET SURENCHÈRE NATIONALISTE

Les habitants, à 98% russophones, de Narva, la seconde ville de la plus petite des républiques Baltes, l'Estonie, ont donc répondu "oui" à la question de savoir s'ils voulaient un statut d'autonomie pour leur ville dans le cadre de la république Estonienne. Cela n'a surpris personne. Pas plus que le fait que ce référendum, organisé par les autorités municipales (russes), était d'avance rejeté par des dirigeants (estoniens) venant de décréter un code de la nationalité transformant près de la moitié de la population en non-citoyens.

Une mesure dans le droit fil de celle prise, il y a deux ans, lorsque les dirigeants estoniens, proclamant l'indépendance, avaient privé de droit de vote plus de 40% de la population, parce qu'elle n'était pas "ethniquement" estonienne.

Certes, ils avaient formulé la chose différemment, mais cela revenait au même : il fallait être né dans le pays avant 1940, ou né de parents y résidant alors, et parler l'estonien. Des conditions non-remplies par ces Russes, Ukrainiens et autres que Staline avait fait s'installer dans ces pays Baltes après 1940. Bien sûr pour y faire contrepoids à des populations locales jugées trop homogènes et peu sûres, puisqu'annexées sans qu'on leur ait demandé leur avis, mais aussi pour y fournir une main-d'œuvre abondante dans le cadre de l'industrialisation. Il y a parmi les Russes nombre de fonctionnaires mais plus encore de travailleurs de l'industrie. Eux-mêmes, comme leurs descendants nés en Estonie, se retrouvent désormais exclus de tout droit civique s'ils ne choisissent pas la nationalité estonienne et ne maîtrisent pas cette langue.

Ces populations transplantées – mais dans le cadre de ce qui était un seul pays, l'URSS, malgré ses divisions administrativo-nationales – avaient d'autant moins de chance d'apprendre l'estonien que, formant le gros de la classe ouvrière, elles se retrouvaient concentrées dans les mêmes agglomérations industrielles où le russe était la langue commune à des populations venues des quatre coins du pays, comme partout ailleurs dans la plupart des grandes villes de l'ex-URSS, même hors de Russie.

Evidemment, les populations autochtones pouvaient – d'autant que le russe était aussi la langue du pouvoir central – se sentir exclues quand, parmi de nombreux autres exemples, pour faire des études supérieures et obtenir des diplômes qui comptent, même en Estonie, il fallait les avoir passés en russe. Ou simplement quand à la gare de Tallinn, la capitale, les arrivées ou les départs de trains étaient exclusivement annoncés en russe. Et les actuels dirigeants estoniens (comme leurs homologues baltes) ne se sont pas fait faute – pour parvenir au pouvoir ou s'y maintenir – de faire vibrer la corde des frustrations nationales.

Les dirigeants baltes ont vite compris que se faire les chantres de l'indépendance nationale, c'était surtout rendre leur pouvoir indépendant de Moscou, mais aussi de "leur" population. Car en prétendant mettre à l'abri "leurs" nationaux derrière la palissade du nationalisme, ils visaient moins à les protéger qu'à les enfermer derrière ces barrières.

Sans jamais que cela ait été demandé par les populations locales, on a vu des dirigeants qui avaient fait de l'indépendance leur cheval de bataille transformer celle-ci, une fois acquise, en un nationalisme exclusif et d'exclusion. Un nationalisme qui s'est immédiatement retourné contre ces populations. L'espace balte, pourtant déjà bien réduit, non seulement se coupa de ce qui était – et depuis bien avant l'apparition de l'URSS - son arrière-pays russe ou biélorusse, mais encore il se hérissa de frontières entre l'Estonie et la Lettonie, entre la Lettonie et la Lituanie. Du jour au lendemain, les populations virent apparaître des barbelés là où il n'y en avait pas, coupant en deux des villes, des familles que les hasards de la vie pouvaient transformer, par simple décret, en "étrangères" habitant le "mauvais côté" de la ville, celui attribué à un Etat désormais étranger. Et bien sûr, on a vu, en Estonie, en Lettonie comme en Lituanie, les dirigeants – dont bon nombre représentaient pourtant auparavant le pouvoir central et son oppression – se faire les boutefeux d'une "revanche" à prendre sur les représentants de "l'occupation".

AFP

Tallinn 1988 : jeunes nationalistes réclamant l'indépendance en estonien... et en russe. Aujourd'hui le gouvernement sévirait contre eux pour emploi public d'une langue étrangère !

Que l'on oblige les fonctionnaires, quelle que soit leur origine, à maîtriser l'estonien, le letton ou le lituanien là où des fractions notables de la population s'expriment ainsi, c'est la moindre des choses. Que l'on veuille y contraindre des travailleurs, qui plus est là où manifestement la langue usuelle est autre, c'est absurde et vexatoire.

Une logique qui, dans la lutte pour le pouvoir, pourrait se retourner contre ces dirigeants qui ont été les premiers à s'en servir, car le propre de la démagogie est d'ouvrir le terrain à toutes les surenchères. Ainsi, en Lettonie c'est un petit conseiller municipal de Riga, et ancien membre du PC, que les députés sont allés chercher comme président de la république, parce que cet illustre inconnu avait au moins pour lui son patronyme : celui de son grand-oncle, ancien dictateur letton Ullmanis des années trente. Et cela, même si – pour l'instant – l'"homme fort" de la Lettonie reste le président du Parlement et ancien premier secrétaire du PC letton, le russe Anatoli Gorbunov qui, lorsqu'il fut le premier à emboucher les trompettes indépendantistes, avait pris soin de "lettoniser" son nom en Anatolis Gorbunovs.

Preuve, s'il le fallait, du caractère artificiel, provoqué par les besoins de manœuvres politiciennes, de ces surenchères nationalistes : les populations tant locales qu'"immigrées" y semblent, pour l'instant, plus indifférentes qu'autre chose. Les commentaires désabusés, cités par la presse, des russophones de Narva l'ont rappelé, ou le fait qu'à peine la moitié d'entre eux ont participé au référendum autonomiste.

Mais, même dans ces pays Baltes réputés les plus civilisés, les plus paisibles de l'ex-URSS, il n'est pas dit que cette escalade nationaliste continuelle des sommets dirigeants reste éternellement sans conséquence.

Et l'on peut se demander à quel rythme cette situation risque d'être encore envenimée par les cliques en présence, dans ces régions frappées par la crise résultant de la disparition de l'URSS, où des fractions importantes de la population sont menacées de transformation en citoyens de seconde zone, sinon en sans-droits, et quand, de part et d'autre, les sirènes nationalistes sont les seules, malheureusement, qui se fassent entendre ?

P. L.

Inondations aux Etats-Unis, en Chine, en Inde

LE CAPITALISME EST PLUS SAUVAGE QUE LES FLEUVES

Une partie du bassin du Mississippi et de plusieurs de ses affluents vient à nouveau d'être le théâtre de gigantesques inondations. La hauteur des eaux n'a peut-être pas encore atteint son maximum que déjà les dégâts sont considérables. Plusieurs États du Middle West ont été touchés par les crues. Trente et une personnes sont mortes. Six millions d'hectares ont été inondés. Des kilomètres de voies ferrées, de routes sont engloutis, des récoltes détruites. Près de vingt-deux mille habitations ont été détruites.

La ville de Des Moines, envahie par les eaux, est quasiment désertée. Toutes les activités y sont interrompues. Il n'y a plus d'eau potable, les stations d'épuration sont bloquées, les conditions d'hygiène défectueuses. La ville de Saint-Louis est aussi menacée. Telle est la situation dans une région du pays le plus riche du monde.

Ce n'est pas la première fois que le fleuve Mississippi provoque des inondations de forte ampleur. Les années 1927, 1937, 1943, 1965, 1973, 1982, 1983 ont connu des crues qui ont ravagé des villes et plusieurs milliers de kilomètres carrés de culture. Certes, l'inondation actuelle est spectaculaire et meurtrière mais moins, en tout cas, que ne le sont les catastrophes naturelles qui touchent périodiquement le sous-continent indien ou la Chine. Et le coût financier, aussi important soit-il, est finalement faible au regard de la richesse de la société américaine. Une polémique s'est engagée quant à l'aménagement des fleuves. Des experts, inspirés par des organisations écologistes, dénoncent les moyens mis en œuvre pour les canaliser. A coup de digues, d'écluses, de barrages et autres murs de soutien le long des fleuves, on a réduit leur lit, expliquent-ils. On a forcé les cours d'eau à se déplacer dans des espaces de plus en plus restreints. Ce faisant, on a augmenté leur débit. Canaliser les fleuves avait pour but, bien sûr, de libérer des terres pour des cultures ou des constructions supplémentaires. La recherche d'une plus forte rentabilité et de plus grands profits était l'aiguillon principal de ces décisions. D'autres experts, surtout attentifs à l'expansion capitaliste, ont accepté que soit pris le risque d'inondations moins fréquentes mais peut-être plus violentes.

RISQUES CALCULÉS ET RICHESSE

Mais ces calculs sur les risques qu'une société capitaliste développée accepte de prendre sont aussi un signe que les États-Unis sont bien mieux lotis en ce domaine que bien des pays sous-développés.

Les peuples du Bangladesh, de l'Inde, de la Chine, eux, n'ont jamais eu le privilège de vivre dans un pays où des experts peuvent faire de savants calculs, qu'ils soient justes ou contestables, sur les risques encourus. Dans ces pays, les populations ont, par rapport aux intempéries, tout au plus le droit de les subir. Et pire, ces sociétés n'ont guère les moyens d'affronter ensuite les problèmes posés par la remise en ordre du pays après un tel désastre. Ni les moyens humains, ni les moyens financiers, tant ces pays ont été rendus exsangues par les ponctions de toute sorte qu'une poignée d'États développés, États-Unis en tête, leur impose. Dans ces régions du monde, par la faute du pillage impérialiste, des catastrophes naturelles se transforment en désastres sociaux.

Au moment même où le Mississippi ravage le Middle West américain, des inondations ont frappé le nord et l'ouest de l'Inde faisant au moins 250 morts. Les actuelles inondations du fleuve chinois Yang Tsé ont déjà fait des centaines de morts. Et, depuis six mois, la Chine subit pluies torrentielles, tempêtes de neige, cyclones, séismes. Les morts s'y comptent par milliers.

Et même si certaines régions des États-Unis connaissent parfois des catastrophes de même nature (cyclones, tornades, inondations, etc.), parce que les États-Unis sont un pays riche, et même le plus riche de la terre, les conséquences en sont toujours fortement atténuées.

SELON QUE VOUS SEREZ...

Le capitalisme américain dispose d'une capacité de reconstruction sans commune mesure avec les pays sous-développés. Bien sûr, aux États-Unis même, une catastrophe naturelle ne frappe pas de façon identique les pauvres et les riches. Et, lors des reconstructions, les plus démunis sont les moins bien lotis car la reconstruction, comme tout ce qui se fait dans les pays capitalistes, a aussi comme aiguillon le profit. Un gros industriel de Des Moines aura plus de moyens personnels de faire face à la catastrophe et surtout bénéficiera plus rapidement des aides publiques ou du remboursement des assurances, alors qu'un travailleur de la même ville, dont la demeure aura été inondée, devra attendre certainement bien plus longtemps pour pouvoir effacer les effets de l'inondation. C'est que l'inégalité ne sépare pas seulement pays riches et pays pauvres, elle règne aussi au sein des pays développés.

Dans un pays comme la France, pourtant bien moins sujet aux déferlements de telles catastrophes, l'indemnisation des victimes peut attendre des mois, voire des années. Et encore, suivant que vous êtes puissant ou démuni, la diligence et le montant des remboursements des pouvoirs publics ou des assurances ne seront pas les mêmes. Les victimes des inondations de Nîmes ou de Vaison-la-Romaine peuvent en témoigner. De ce point de vue, aux États-Unis, la situation n'est guère différente.

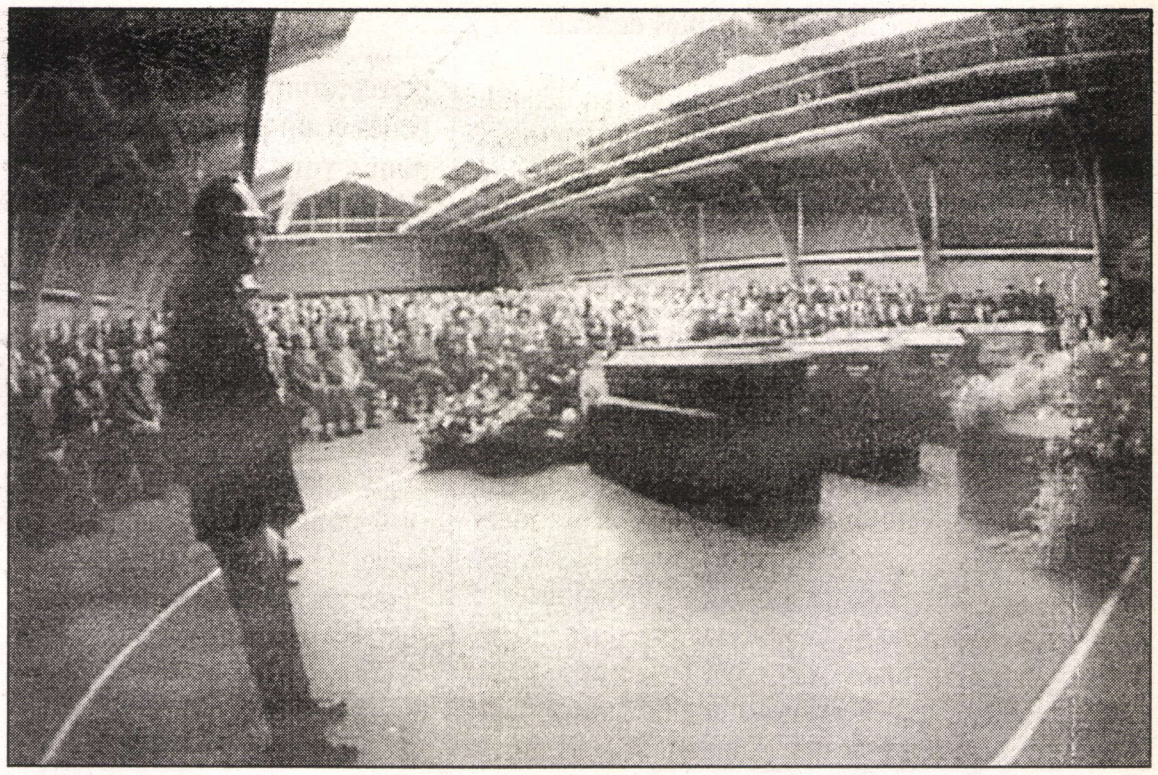
Mais pour les pays pauvres, une catastrophe naturelle a presque toujours pour conséquence d'enfoncer encore un peu plus le pays touché, et notamment sa population, dans une misère plus profonde. Une catastrophe au Bangladesh entraîne, au mieux, un appel à la charité publique mondiale pour panser une partie des plaies les plus immédiates mais certainement pas pour lancer une remise en état.

Et il en sera ainsi tant que la planète ne sera pas débarrassée des maux qui la brident : inégalités et sous-développement, ces fruits amers de l'impérialisme.

Anne CORDIER

Metaleurop

MORTS POUR LE PROFIT


Arc.

Le vendredi 16 juillet, à 12 h 30, une violente explosion a eu lieu sur une colonne de raffinage de zinc, à l'usine Metaleurop de Noyelles-Godault dans le Pas-de-Calais. A l'endroit où l'accident s'est produit, onze personnes travaillaient, occupées à colmater une fuite de métal en fusion. Le zinc est raffiné dans ces colonnes chauffées au gaz et portées à 1 200 degrés.
Cinq travailleurs sont morts. Tous étaient atrocement brûlés, au point que les témoins ont déclaré qu'il était impossible de les identifier. Les brûlures à 75 ou 80% laissent peu de chances de survie et le samedi soir deux autres travailleurs décédaient. A l'heure où nous écrivons, les quatre autres blessés sont toujours dans un état préoccupant. Les médecins ne se prononcent toujours pas.

Malgré la gravité de l'accident, qui est loin d'être le premier dans cette usine centenaire, les officiels, sous-préfet ou politiciens locaux, ont minimisé la responsabilité patronale. Le sous-préfet a déclaré qu'il faisait confiance au savoir-faire des ingénieurs de l'usine pour comprendre ce qui avait pu se passer. Le maire socialiste de la commune voisine a, pour sa part, déclaré : *"J'espère que ce drame ne remettra pas en cause l'existence même de l'usine."* C'est qu'aux yeux de tous ces gens, Metaleurop, issu du groupe franco-espagnol Pennaroya et de l'allemand Prussag, peut, au nom de l'emploi, se permettre bien des choses. Dans une zone où le taux de chômage avoisine 20%, l'administration et bien des politiciens trouvent des raisons pour se montrer arrangeants avec une usine de 1 200 personnes ayant aussi un recours fréquent aux sous-traitants et aux intérimaires.

UNE USINE PLUSIEURS FOIS MEURTRIÈRE...

Parmi les victimes de cet accident, il y a d'ailleurs quatre intérimaires et deux employés d'entreprises sous-traitantes. Le chef du personnel de Metaleurop a beau affirmer que tous les intérimaires et sous-traitants revenaient souvent, depuis des années, qu'ils étaient compétents et prévenus des dangers, de tels propos sont contredits par les déclarations de ce travailleur intérimaire de l'usine : *"Cela fait cinq ans que je fais de la prestation de services ici et on me fait tout faire. Toutes les basses besognes. Nous sommes loués, pour ne pas dire vendus."*

Après l'accident le chef du personnel a eu des paroles bien cyniques : *"Il nous arrive assez souvent de colmater des fuites mais jamais nous n'avons pensé qu'il y avait un risque sérieux. Du reste, lors de l'explosion, nos ingénieurs étaient autour de cette colonne pour tenter de stopper cette fuite."* Veut-il dire que s'il y avait eu un risque connu, il n'aurait envoyé "que" des ouvriers ? Pour sa part, le directeur de l'usine a avoué que *"ce qui l'inquiétait cette fois, c'était une surpression importante à l'intérieur de la colonne"*. Mais il a ajouté : *"On n'arrête jamais une colonne"*. Jamais ? Eh bien la voilà arrêtée maintenant, cette colonne défectueuse. Mais à quel prix...

Metaleurop n'en est pas à son premier accident, pas même à son premier accident mortel. Sans remonter trop loin dans le passé, en octobre 1990, un électricien qui travaillait depuis neuf ans dans un atelier de raffinage de plomb pour le compte d'une entreprise sous-traitante avait été tué par l'explosion d'un bac de soude caustique en fusion. Cinq autres salariés avaient été blessés par les projections de soude. Il y a un mois, un autre ouvrier, intérimaire cette fois, avait trouvé la mort, écrasé par une poutre de plusieurs tonnes.

Le profit est bien la préoccupation première des patrons. Cette usine, rapporte la presse, est passée maître dans la compression des coûts de production. Il faut comprendre par là que la sécurité, donc la vie des travailleurs, n'a pas le même poids sur les livres de compte que les cours du plomb, du zinc et les profits des actionnaires.

... ET POLLUEUSE

Pas étonnant donc que cette usine ait la réputation, pour tous les gens de la région, d'être "une boîte pourrie". Mais il n'y a pas que les travailleurs de l'usine qui payent un lourd tribut. L'usine pollue également.

A elle seule, Metaleurop est responsable de près d'un quart des rejets industriels de dioxyde de soufre de la région (33 000 tonnes l'an passé). Les rejets de métaux lourds sont considérables. L'année dernière ils ont représenté plus de cinquante tonnes de zinc, près de quarante tonnes de plomb, une tonne sept de cadmium recensées officiellement.

Les paysans touchent des indemnités car leurs terres, plombées, sont rendues impropres à la culture. Quand on marche autour de l'usine, on piétine un tapis de scories et de poussières diverses. Les rapports officiels font aussi état de rejets considérables dans le canal de la haute Deule : chaque jour 17 kilos de zinc, 16 de plomb, 5,4 de cadmium !

Metaleurop vient d'être condamné pour rejets de plomb et de zinc dans la nature. Mais pour l'accident de 1990 qui avait fait un mort et cinq blessés, l'instruction traîne. A croire que la vie des ouvriers compte moins que l'environnement, pourtant bien maltraité par ces capitalistes.

Bien sûr, il est nécessaire de produire du plomb et du zinc. Mais il est tout aussi nécessaire, sinon plus, de préserver la vie et la santé de ceux qui les produisent. Et ce souci est visiblement absent des calculs des patrons de Metaleurop.

Correspondant LO

Motorola - Toulouse

SÉCURITÉ NON ASSURÉE

En ces temps de Tour de France, on entend parler de Motorola à la rubrique sportive, avec les exploits de l'équipe cycliste que s'est payée la firme américaine spécialisée dans l'électronique.

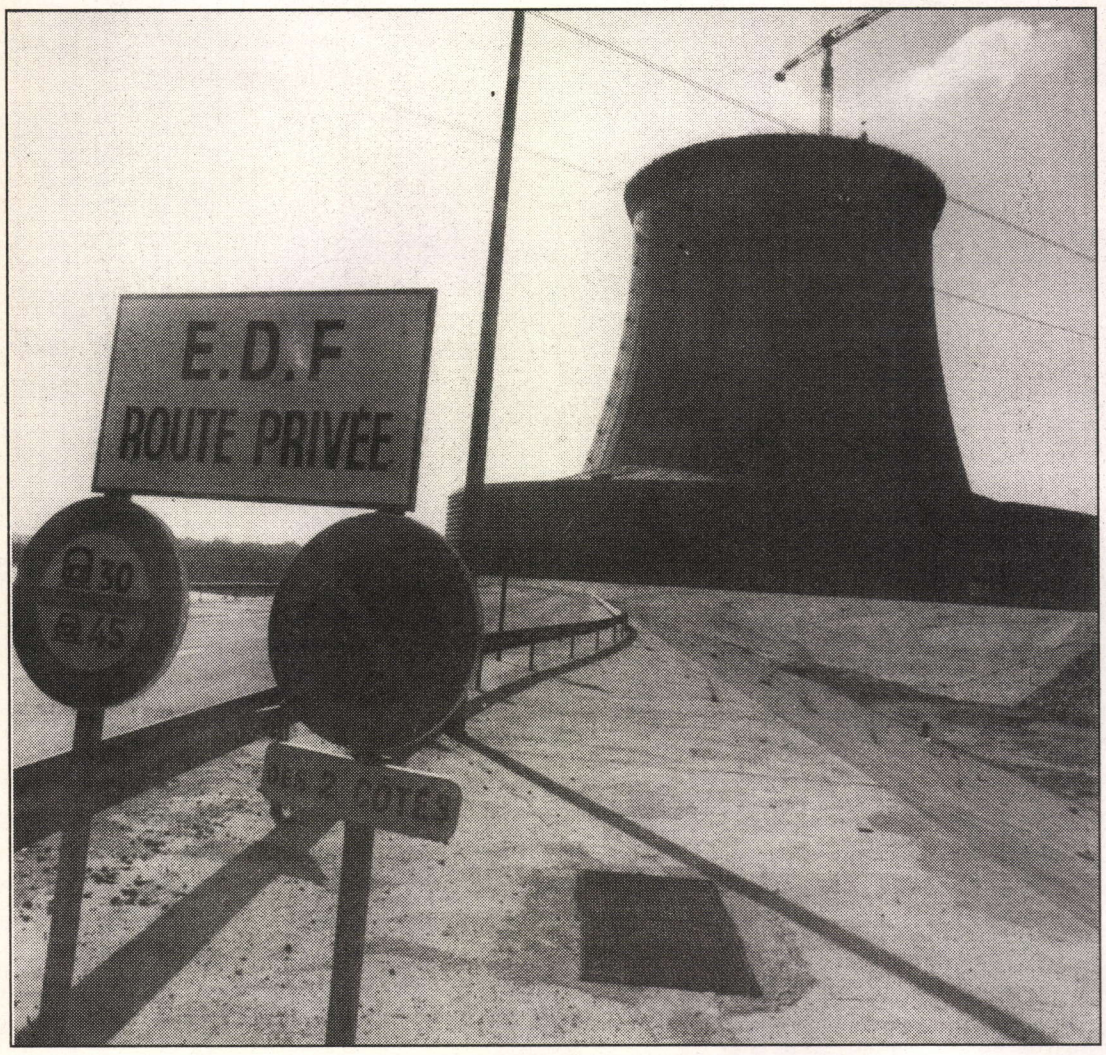
A l'usine de Toulouse, les travailleurs sont aussi contraints à des exploits, bien dangereux parfois. Les mauvaises conditions de travail viennent d'être à l'origine d'un grave accident. Un transporteur livre un container d'acide sulfurique de 1 680 kg. Il n'y a pas de quai de déchargement, le sol est incliné, et le chariot élévateur est en panne ! Au cariste de se débrouiller avec les moyens du bord, la maîtrise n'a rien prévu.

Le cariste tente le déchargement avec un chariot élévateur de location emprunté à un sous-traitant. Au cours de la manœuvre, le container se renverse et le bouchon saute, aspergeant le transporteur qui est évacué vers l'hôpital avec des brûlures sérieuses. Et encore, cela aurait pu être beaucoup plus grave s'il avait été touché au visage, le lave-œil étant lui aussi en panne...

Manque de moyens pour assurer la sécurité ? Que non ! Manque de volonté sûrement puisque la direction est en train d'aménager un nouvel atelier pour 27 millions de dollars !

Comble de cynisme, le lendemain, espérant se dédouaner, la maîtrise a donné sa version de l'accident, en faisant porter la responsabilité sur le cariste et le transporteur. Et deux jours après, le cariste était muté en équipe de nuit...

Correspondant LO



ARC

EDF-GDF

ACCIDENTS MORTELS

Chaque année, il y a plusieurs dizaines d'accidents mortels à EDF-GDF (26 en 1989, 22 en 1990 et 40 en 1991, en comptant le personnel des entreprises extérieures). EDF-GDF est une entreprise à risques !

Deux de ces accidents mortels, déjà anciens, ont donné lieu à des rapports spéciaux au Comité d'Hygiène et de Sécurité (CHSCT) national, car ils se sont déroulés dans des centrales nucléaires (mais sans rapport avec la radio-activité).

Le 6 juin 1990, un électricien a été électrocuté à la centrale de Chinon en contrôlant une installation. Le rapport du CHSCT met en évidence une série de carences et notamment l'absence d'une lampe-témoin que le contructeur n'avait pas jugé bon d'installer, car l'installation voisine en possédait déjà et il estimait que c'était suffisant.

A cela s'ajoute, selon les termes du rapport, *"la bousculade"* du personnel, révélatrice des conditions de travail, car même dans une centrale nucléaire, le personnel est souvent "bousculé"...

Le 13 décembre 1990, un plongeur d'une entreprise extérieure qui nettoyait un bassin entartré de la centrale de Nogent-sur-Seine (il y a plusieurs centaines de tonnes de tartre dans cette centrale !) a été aspiré par une pompe.

Pourquoi cette pompe n'était-elle pas arrêtée ? Sous-estimation des risques révèle le rapport, et puis surtout, il s'agissait d'éviter l'arrêt d'une tranche de la centrale elle-même (qui venait pourtant d'être arrêtée la veille...).

Bref, ceci traduit la dégradation des conditions de travail dans une entreprise considérée comme "de pointe"... et il faut savoir que c'est bien pire sur les divers chantiers du réseau où les accidents ne font pas l'objet de tels rapports... qui, de toute façon, ne serviront pas à grand-chose !

Correspondant LO

SERVICE PLUS PAYANT QUE PUBLIC

Dans le *Fil rouge* du mois de juin, EDF propose une gamme de nouveaux services pour ses clients.

Or, à la lecture de l'article, on s'aperçoit que ces fameux nouveaux services ne sont que ce qu'EDF a toujours fait, c'est-à-dire l'intervention chez ses clients (intervention sur les branchements, électricité ou gaz, mise en service, etc.) avec un engagement à respecter les délais d'intervention mais en faisant payer les clients (de 150 à 300 F), suivant l'heure et la vitesse auxquelles elles sont effectuées.

Ces dernières années, à force de diminuer les effectifs à la distribution, les délais d'intervention sont de plus en plus longs.

Pour pallier ces retards, EDF n'a trouvé mieux que de faire payer un plus aux abonnés pour ce qui, auparavant, allait de soi.

Voilà une publicité de plus au service de l'arnaque.

Alcatel-Vélizy

UN DIRECTEUR PRIS LA MAIN DANS LE POT DE CONFITURE

Le directeur financier des départements Transmission et Industrie est aujourd'hui sous les verrous et fait l'objet d'une enquête judiciaire à propos d'une escroquerie très juteuse. Il a fait effectuer des travaux sur le site de Villarceaux par une société créée pour l'occasion, société qui avait la facture facile ! Les notes étaient salées et le trop-plein serait tombé dans les poches du directeur en question. Bilan estimé du détournement de fonds : minimum dix millions de francs et cela pourrait aller jusqu'à trente ou quarante millions. La magouille durait depuis quatre ou cinq ans.

Ce qui nous met en rage, c'est qu'Alcatel n'a cessé depuis des années de nous faire de la morale sur la nécessité d'une gestion rigoureuse. Le plus zélé dans l'application de cette politique : le directeur impliqué !

Les salariés d'Alcatel, à qui la direction octroyait pour raison de conjoncture, prétendait-elle, une aumône de 0,5% en début d'année, ont de quoi se poser des questions !

Correspondant LO

Renault-Choisy

LE RETOUR DU "DOCTEUR"

La visite du PDG de la Régie Renault, Schweitzer, à l'usine de Choisy, était bien plus un événement pour la direction que pour les ouvriers. Certes, dans la perspective de la privatisation de Renault, cela pouvait être l'occasion de poser tout haut les questions que beaucoup se posent. Mais cette idée était bien plus dans la tête des syndicalistes que des ouvriers eux-mêmes. Les syndicats ont organisé des réunions d'information avec une proposition de pétition. Sur les 3 équipes, près de 300 ouvriers, sur 800 que compte l'usine, ont participé à ces réunions. Evidemment, l'inquiétude quant à l'aggravation des conditions de vie au travers de la privatisation s'est exprimée. Mais la discussion était bien plus animée sur la question du chômage pour les 30 et 31 août.

A côté de la traditionnelle peinture refaite, un classique lors de la visite d'une huile, nous avons eu droit jeudi à la présence des chefs dès 6 heures du matin. Certains prenaient même le balai pour peaufiner le boulot. Ils n'ont pas fait que ça, car ils avaient reçu des consignes. Il fallait à tout prix nous dissuader de participer au débrayage décidé lors des réunions d'information. Ce n'est sans doute pas uniquement à cause de cela, mais nous n'étions qu'une cinquantaine à nous retrouver à l'heure prévue.

Evidemment, notre coup a raté cette fois-ci, mais à voir toutes les précautions prises par la direction, cela prouve qu'elle a peur de nous. Il reste à espérer que nous aurons un jour envie de lui faire vraiment peur.

Correspondant LO

LICENCIEMENTS RECORDS ET PROFITS RECORDS

Le trust américain Procter et Gamble, connu pour ses lessives (Ariel, Bonux, Vizir, Lénor), ses couches-culottes (Pampers) et autres produits de beauté (Oil of Olaz, Monsavon), vient d'annoncer un gigantesque plan de licenciements pour les trois ou quatre années à venir. Le trust va supprimer 12% de ses effectifs, soit 13 000 emplois sur 106 000. En outre, 30 des 147 usines du groupe fermeront. Cette restructuration devrait coûter 143,6 milliards de francs.

Procter et Gamble serait-il contraint par la crise, par des pertes financières, à ces mesures draconiennes ? Pas du tout, le groupe annonce dans le même temps une marge de profit record pour la décennie. Sans ces charges exceptionnelles pour licenciements, les profits auraient été de 11,7 milliards de francs.

L'an dernier, le président de Procter et Gamble avait déclaré : *"Notre personnel a magnifiquement travaillé. C'est la force que représente l'ensemble de ce personnel qui nous donne confiance dans notre succès futur."* Les profits se sont effectivement révélés magnifiques.

Mais en guise de remerciements, le capitalisme et sa course aux bénéfices, n'accordent à de nombreux salariés, qui sont à l'origine des profits, que la perte de leur emploi.

Mais que tous ces patrons qui se réjouissent aujourd'hui prennent garde, "la force que représente l'ensemble de ce personnel" pourrait bien se retourner contre eux. Et ce ne serait que justice.

"L'EXECUTION DU TRAITRE A LA PATRIE ERNST S." de Nicolas MEIENBERG

Le lecteur sera peut-être surpris d'apprendre que, pendant la Deuxième Guerre mondiale, il y eut dix-sept personnes passées par les armes en Suisse, comme cet Ernst S., à qui l'auteur a consacré ce livre mais également un film, projeté il y a quelques mois sur *Arte*. Après tout, la Suisse n'était pas en guerre et dans une Europe déchirée, elle était censée rester neutre. Mais d'autres témoignages plus anciens, littéraires ou cinématographiques (*La barque est pleine*), avaient déjà montré que cette neutralité était toute relative et que les autorités suisses ne se privèrent pas, au nom du respect de celle-ci, et des lois en vigueur sur l'immigration par exemple, de renvoyer en direction du Troisième Reich des familles juives qui avaient essayé de fuir la barbarie nazie.

Dans l'affaire du traître à la patrie Ernst S., il s'agit certes de tout autre chose mais guère plus à l'honneur de cet Etat. L'auteur a eu accès à des archives fermées au public où sont conservés les dossiers de fusillés comme "traîtres à la patrie". Après la publication d'un premier article sur ce sujet, l'accès à ces archives lui fut définitivement fermé. Visiblement, les pouvoirs publics n'avaient pas envie de voir ces vieilles histoires remonter à la surface. L'auteur, Nicolas Meienberg, n'en continua pas moins son enquête, essayant de faire parler ceux qui avaient pu connaître Ernst S. : son frère, sa logeuse, le psychiatre chargé au cours de l'instruction d'émettre sur lui un jugement psychologique, etc.

C'est cette recherche qui est portée à la connaissance du lecteur. L'enquête nous fait pénétrer dans le monde clos et provincial d'une petite ville de Suisse, où le patronat du textile fait la loi et où il devient difficile dès qu'on ne travaille plus pour lui de trouver un travail salarié. On est vite marginalisé et réduit à vivre d'expédients, ce qui n'arrange évidemment pas l'appréciation que peuvent porter sur vous les gens dits "bien-pensants". Ce fut, semble-t-il, le sort d'Ernst S.

De petits boulots en petites débrouilles, il finit par se lier à un comparse qui avait, semble-t-il, des contacts avec l'espionnage nazi et Ernst S. lui monnaya des croquis d'installations militaires suisses réalisés lors de voyages en train. Il y ajouta ceux d'obus utilisés par l'armée suisse, plus ou moins réalisés de mémoire. Au mieux, il s'agissait d'une escroquerie assez grossière dont Ernst S. espérait être le bénéficiaire, mais son destin bascula lorsque la machinerie judiciaire tomba sur cette affaire et prit la décision d'en faire un exemple. Les officiers reconnurent bien qu'il n'y avait là, en fait de secrets militaires, que des secrets de polichinelle, mais le sort d'Ernst S. était scellé.

Ce petit livre montre ainsi minutieusement que, face à l'appareil d'Etat, ce jeune ouvrier déclassé ne pesait pas plus lourd qu'une plume. Marchant à la mort, il avait encore du mal à croire qu'on allait vraiment l'exécuter. Il fut fusillé comme "traître à la patrie", une étiquette infamante qui surprit ceux qui avaient pu le connaître mais suffisante pour que personne ne cherche à en savoir plus.

Oh, bien sûr, toutes les formes avaient été respectées. La Suisse est une démocratie, n'est-ce pas. Et l'auteur relève, avec une pointe de malignité tout à fait justifiée, que *"dans un Etat fondé sur le droit, on n'est pas fusillé comme ça. Tout doit se faire dans l'ordre"* et *"S. ne fut exécuté qu'après le rejet du recours en grâce par l'Assemblée fédérale spécialement réunie à cet effet. Tout se passa selon les règles."* Mais il ajoute : *"La machine ne se contente pas de l'enfermer, il faut (..) encore que le sujet enfermé soit amené à comprendre qu'il est dans son tort et que l'enfermement est justifié. (...) Enfin, Ernst fut à point. (...) Alors seulement la machine peut tuer en ayant la conscience tranquille."*

Une fois la machine en marche, tout plaidait contre S. Sa famille ? *"Une famille décidément pas suisse pour deux sous, qui ne cultive pas les vertus nationales de sédentarité, d'assiduité au travail, de solidité."*

"Un bon humus pour le traître S.", estimait le psychiatre chargé d'examiner ses antécédents et qui ajoutait : *"Il serait nécessaire que la collectivité soit protégée contre lui, et cela en permanence."*

C'est donc sans état d'âme que le procureur, faisant fi de toutes circonstances atténuantes, plaida *"ce qu'aime à faire un procureur général"*, la peine de mort. Et quand on lui reparle de cette affaire, maintenant qu'il est devenu un notable respecté, colonel mais aussi administrateur de sociétés et bienfaiteur de sa ville, il répond : *"Cela en vaut-il la peine ? S. est-il une personnalité si importante ?"*.

Que sont effectivement ces 17 fusillés suisses par rapport à toutes les atrocités de la Deuxième Guerre mondiale, qui n'en fut pas avare ? Evidemment bien peu de choses, sauf que l'affaire S. sert ici de révélateur à la nature intime et aux ressorts profonds de l'appareil d'Etat même dans ce paisible modèle de démocratie bourgeoise qu'est la Suisse.

Jacques FONTENOY

Editions Zoé, 107 pages, 75 F.

On nous communique...

Les 25, 26 et 27 juillet, à 21 h 15,
au Café de la Gare
Spectacle de
Marianne Sergent
Sur présentation du journal *Lutte Ouvrière*
les places seront à 50 F au lieu de 75 F

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).

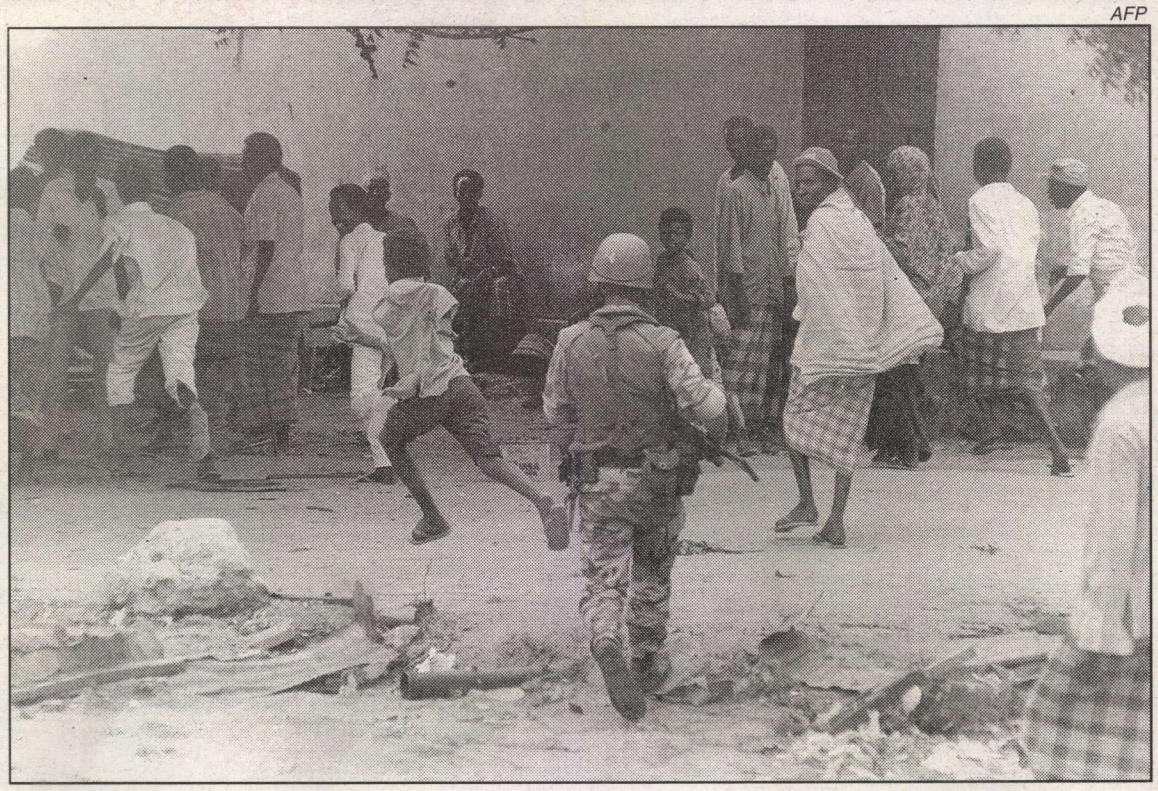
Ci-joint la somme de : .....

Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Somalie

COMME AU TEMPS DES COLONIES

AFP



Un soldat italien à l'œuvre dans les rues de Mogadiscio.

La prétendue intervention "humanitaire" des troupes de l'ONU en Somalie a depuis longtemps tourné à l'intervention militaire pure et simple, avec quadrillage policier, répression sanglante des manifestations, emprisonnements, bombardements aériens effectués notamment par les forces américaines. Les dirigeants des Etats-Unis préfèrent en effet de plus en plus laisser le soin des interventions terrestres aux autres contingents participant à la force de l'ONU : Pakistanais, Français, Italiens notamment.

Il semble que ce rôle de supplétifs des troupes américaines, réduits à assumer au sol les conséquences des initiatives de l'aviation des Etats-Unis, ne plaise pas à tout le monde, puisqu'il est à l'origine de la polémique intervenue entre le gouvernement italien et le commandement américain des forces de l'ONU.

Mercredi 14 juillet en effet, le secrétaire général adjoint de l'ONU, Kofi Annan, demandait le rappel *"dans les plus brefs délais"* du chef du contingent italien, le général Bruno Loi ; ceci après que l'amiral américain Howe, représentant spécial de l'ONU, eut reproché au général italien de faire cavalier seul et de ne pas se soumettre à son commandement.

Le gouvernement italien a fait état de *"divergences d'opinion sur le cours des opérations à Mogadiscio"* et a demandé à pouvoir *"discuter des objectifs politiques de l'action"*. S'étant heurté à une fin de non-recevoir, il a alors demandé que le contingent italien puisse se retirer de Mogadiscio et être placé dans une région du pays où il serait moins exposé à des heurts directs avec la population et pourrait ainsi sauvegarder les "bonnes relations" avec celle-ci.

Les critiques du gouvernement italien sont fondées bien sûr... mais tout de même un peu tardives. Et s'il découvre aujourd'hui seulement qu'il n'y a pas grand-chose d'"humanitaire" dans l'intervention à laquelle il participe, il faut croire qu'il y a anguille sous roche.

Il faut se souvenir que l'Italie n'est autre que l'ancienne puissance colonisatrice de la Somalie, qu'elle y a gardé des liens, des relations. Et dans la décision italienne de fournir un contingent important à l'opération en Somalie (2 500 hommes), il y avait sans doute l'arrière-pensée de pouvoir ainsi s'assurer quelques positions en cas de règlement politique ou, à tout le moins, de n'être pas complètement évincée de la scène. Mais la façon dont les dirigeants américains traitent leurs alliés, en leur réservant le "sale travail" de police dans les rues de Mogadiscio, ne peut évidemment que compromettre les chances de l'Italie de sauvegarder quelques relations avec le futur régime somalien, si même ces chances ont vraiment existé un jour...

C'est sans doute de ce côté-là, plus que du côté des soucis "humanitaires", qu'il faut chercher les raisons de l'opposition tardive d'un certain nombre de politiciens romains – faisant d'ailleurs chorus avec le pape – au maintien du contingent italien dans de telles conditions. D'autant plus qu'il apparaît maintenant, tout simplement, qu'Italiens et Américains n'ont pas misé sur le même homme.

Ainsi, au moment où les autres dirigeants occidentaux dénonçaient le général somalien Aïdid comme *"criminel de guerre"* et lançaient un assaut contre son quartier général, l'ambassadeur italien en Somalie tentait encore une médiation avec celui-ci. Apparemment, les Etats-Unis et à leur suite la France et les autres puissances impérialistes impliquées dans l'intervention en Somalie, elles, ont misé sur le principal rival d'Aïdid : Ali Mahdi.

Celui-ci, officiellement, est le président par intérim de la Somalie, mais c'est surtout un chef de guerre qui a su, comme Aïdid, s'imposer parmi une vingtaine de groupes militaires rivaux, et par les mêmes méthodes.

Alors, si des partisans d'Ali Mahdi ont reproché à l'ancienne puissance coloniale italienne ses relations avec le "criminel Aïdid" et l'ont sommée de retirer ses troupes, on voit mal pourquoi Ali Mahdi mériterait moins ce qualificatif et pourquoi les troupes américaines, françaises, pakistanaises ou autres qui, apparemment, ont choisi de miser sur Mahdi, ne devraient pas se retirer elles aussi.

De ce point de vue, la palme de la bassesse revient sans doute au gouvernement français qui a, lui, choisi l'occasion pour déclarer les critiques italiennes injustifiées et les raids militaires en Somalie "légitimes". Entre ces impérialismes de seconde zone que sont la France et l'Italie, qui pour être "alliés" n'en sont pas moins rivaux, le croc-en-jambe est toujours de mise.

Et plus les interventions militaires des puissances occidentales se multiplient, en Afrique et ailleurs, même sous la couverture "humanitaire" de l'ONU, plus on pourrait se croire revenus au vieux temps des colonies, où elles prétendaient faire la loi par la vieille politique de la canonnière, sans négliger une occasion de se déchirer entre elles pour savoir qui devait tenir telle ou telle position ou tel ou tel lambeau de territoire.

Elles oublient peut-être un peu vite qu'entre-temps, les peuples d'Afrique et d'ailleurs ont appris qu'on pouvait aussi mettre dehors tous ces prétendus sauveurs.

QUAND L'IMPÉRIALISME BRITANNIQUE SE LIVRAIT À LA TRAITE DES BLANCS

La télévision britannique a diffusé récemment deux émissions australiennes consacrées à la politique d'émigration forcée d'enfants vers les colonies, menée pendant longtemps par la Grande-Bretagne. Cette politique n'a jamais fait l'objet d'une grande publicité, à la différence des prétendues "réalisations" de l'Empire britannique, mais elle est aujourd'hui reconnue par tous ceux qui l'ont organisée ou qui y ont pris part : l'Etat (gouvernements et famille royale confondus), mais aussi l'ensemble des Eglises et des organisations charitables aux pratiques fort peu "catholiques".

Cette politique a duré de 1850 à 1967. Elle consistait à envoyer de force des enfants, dès l'âge de quatre ans pour certains, vers différents pays de l'Empire britannique : l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'ex-Rhodésie (aujourd'hui Zimbabwe) et l'Afrique du Sud. Ce sont ainsi 150 000 enfants qui ont été envoyés dans des colonies où, pour asseoir sa domination, le capitalisme britannique cherchait à favoriser l'installation de natifs de la métropole.

Ces enfants se recrutaient dans les orphelinats avec la complicité de l'Armée du Salut et de l'Eglise. Les autorités prétendaient ainsi "injecter" du sang de "vrais sujets" de la Couronne dans les populations indigènes. L'imbécillité raciste le disputait à l'odieux, car bien évidemment les enfants n'étaient pas volontaires et les parents, qui parfois les avaient confiés provisoirement, ne les retrouvaient plus.

A leur arrivée dans les colonies, les enfants étaient parfois soumis à de véritables travaux forcés, comme-ce fut notamment le cas dans des orphelinats religieux en Australie.

La Grande-Bretagne n'était d'ailleurs pas la seule puissance coloniale à procéder ainsi : la France, la Belgique, le Portugal, les Pays-Bas surent aussi installer certains de leurs nationaux dans leurs colonies de façon parfois barbare (vagabonds, miséreux envoyés de force au Québec et en Louisiane, sous Louis XIV et Louis XV, et réduits là-bas à des formes de semi-servage ; déportés communards assignés à résidence en Algérie ou en Nouvelle-Calédonie, au XIXe siècle...).

Ainsi, pendant plus d'un siècle, et en particulier après la Seconde Guerre mondiale, la bourgeoisie trouva-t-elle avec la complicité des gouvernements successifs, et le concours des Eglises, un moyen peu onéreux de mener ce que les puissances coloniales appelaient alors leur "mission civilisatrice".

C'est choquant, mais bien dans la manière dont les Etats colonialistes, l'Angleterre et la France ont, pendant des décennies, traité des centaines de millions d'esclaves coloniaux. Car quoi que puissent en penser tous les patriotards et autres xénophobes, quand les possédants oppriment les peuples, ce sont tous les peuples qu'ils oppriment, y compris le leur.

Michel BONDELET

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995